



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 91 – 17 NOVEMBRE 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

AFRIQUE DE
L'EST :
LANCEMENT
DE LA
CONSTRUCTION
DE L'OLEODUC
OUGANDO-
TANZANIEN PAR
LES PRESIDENTS
MUSEVENI ET
MAGUFULI

UEMOA :
DYNAMISME DU
SECTEUR BANCAIRE

SIERRA LEONE : DEUX
ANS APRES LA SORTIE
D'ÉBOLA, DIFFICILE
REDRESSEMENT
CONJONCTUREL
MALGRE LES EFFORTS
INTERNATIONAUX

ETHIOPIE : LA CHINE,
PREMIER PAYS
INVESTISSEUR DANS LE
PAYS

COTE D'IVOIRE : UN
FINANCEMENT DE 115
M EUR DE LA BAFD A
LA COMPAGNIE
AERIEENNE NATIONALE

NIGERIA : FIN DU
CESSEZ-LE-FEU
ANNONCEE PAR LES
DELTA AVENGERS

CONGO : ATTRIBUTION
ET RENOUVELLEMENT
DE PERMIS DE
RECHERCHE MINIERE A
PLUSIEURS SOCIETES

KENYA : LA PART DE
KLM DANS LE CAPITAL
DE KENYA AIRWAYS EN
BAISSE APRES LA
RESTRUCTURATION DE
LA DETTE DE LA
COMPAGNIE

MAURITANIE : SOGEA
SATOM OBTIENT LE
MARCHÉ DE
CONSTRUCTION DU
TRONÇON
NOUAKCHOTT-
BOMBRI



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ **Indice de la faim dans le monde : risque modéré au Ghana, sérieux pour le Nigéria et alarmant au Libéria et en Sierra Leone selon l'IFPRI**

L'Institut de recherche sur les politiques alimentaires internationales a publié son indice 2017 de la faim dans le monde. Sur les 119 pays pris en compte, le Ghana se classe 65^{ème} à 16,2 (0 étant le meilleur indicateur et 50,9 le moins bon) le Nigéria 84^{ème} à 25,5, suivi du Libéria en 112^{ème} position à 35,3 et de la Sierra Leone, 117^{ème} à 38,5. Le risque de la Sierra Leone et du Libéria est jugé « alarmant », celui du Nigéria « sérieux » et celui du Ghana « modéré ». Le Nigéria est le pays où les inégalités régionales sont les plus importantes, avec 4,5 M de personnes qui subissent ou courent le risque de subir la famine.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ **UEMOA : dynamisme du secteur bancaire**

Le secteur bancaire de l'UEMOA (138 établissements de crédit) a enregistré en 2016 un total bilan d'environ 50 Mds EUR, soit une hausse annuelle de 16 %. Les crédits à la clientèle, constitués à 48 % d'échéances à court terme, ont progressé de 12,5 % pour se situer à 26 Mds EUR. Les titres de placement ont représenté 27 % des emplois (contre 25 % en 2015), après une hausse annuelle de 27 %. Les dépôts et emprunts, représentant 85 % des ressources, ont progressé de 9,4 % pour atteindre 31,5 Mds EUR. Le Produit net bancaire (PNB) a progressé de 8 % et le résultat net global de 94 %, grâce à une bonne maîtrise du coût du risque (-53 %). La qualité du portefeuille s'est améliorée, avec un taux de créances en souffrance brutes de 13,5 %. Le ratio de solvabilité a atteint 11,3 %, supérieur au minimum réglementaire de 8 %.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : délégation de la Banque mondiale à Brazzaville pour le PRAIEC**

La Banque mondiale pourrait financer à hauteur de 40 M USD un projet régional d'Appui à l'intégration économique et commerciale (PRAIEC) des pays de la CEMAC. Après le Gabon et le Cameroun, une délégation s'est rendue à Brazzaville le 8 novembre pour poursuivre la mission d'identification. Trois composantes sont prévues : macro-fiscale, destinée à améliorer le climat des affaires, commerce, avec un développement de la logistique et un focus sur le port autonome de Pointe Noire et celui de Douala, agriculture avec l'ambition de renforcer les capacités des agences de régulation et de certification. Les échanges avec les autorités et le patronat ont porté essentiellement sur les freins au développement des PME locales. Le projet ne devrait pas voir le jour avant décembre 2018.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ **Nigéria : le Président Buhari présente le « budget de la consolidation » pour l'exercice 2018**

Le Président Muhammadu Buhari a présenté cette semaine le projet de budget 2018 devant l'Assemblée nationale, baptisé « budget de la consolidation ». Ce budget est en progression de 16 % par rapport à celui de 2017, à 28,2 Mds USD, et basé sur les hypothèses suivantes : croissance du PIB à 3,5 %, production pétrolière de 2,3 M b/j, prix du baril à 45 USD/b et taux d'inflation à 12,4 %. Les dépenses en capital (30,8 % du budget) seront destinées prioritairement aux infrastructures (556 Mds NGN pour l'Energie, les travaux et le logement, 263 Mds NGN pour les Transports et 95 Mds NGN pour l'eau), à la Défense (145 Mds NGN) et à l'Agriculture (119 Mds NGN), qui représentent en cumulé plus de la moitié des dotations.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : Moody's dégrade la note des émissions souveraines**

L'agence de notation américaine Moody's a abaissé la notation des émissions à long terme et de la dette senior non garantie du gouvernement fédéral nigérian de B1 à B2. Les perspectives de notation restent cependant stables. Cette dégradation est justifiée par les efforts, jugés infructueux par l'agence, des autorités nigérianes pour élargir l'assiette fiscale non pétrolière. Moody's s'inquiète notamment du niveau du service de la dette (près de 40 % des revenus fédéraux) qui demeure élevé et d'un déficit budgétaire en augmentation en dépit d'une sous-exécution budgétaire notamment des dépenses en capital. Moody's table sur une croissance du PIB nigérian à 1,7 % en 2017 (contre 0,84 % pour le FMI).

✉ Aristide.GASANGWA@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : recul de l'inflation au mois d'octobre à 11,6 %**

L'inflation aurait diminué de 60 points de base pour atteindre 11,6 % en octobre, après une diminution de 10 points de base entre août et septembre. Elle aurait ainsi reculé de 80 points de base sur les trois derniers mois. Après des pressions sur le niveau général des prix qui avaient décidé la Banque centrale du Ghana à maintenir son taux directeur à 21 % en septembre, la trajectoire désinflationniste constatée depuis le début de l'année perdurerait. Pour rappel, la cible d'inflation du gouvernement pour 2017 est de 10 % tandis que le FMI prévoit un taux de 11,8 %. Pour rappel, fin 2016, l'inflation s'établissait à 17,5 %.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : résultat en demi-teinte pour l'émission des premières tranches de l'Energy Bond**

Les deux premières tranches de l'émission obligataire de 10 Mds GHC (2,3 Mds USD) destinée à apurer les dettes des entreprises publiques du secteur énergétique ghanéen (Energy Bond) n'ont pas obtenu les résultats escomptés par le gouvernement. Sur les 6 Mds GHC (1,36 Md USD) de titres émis, seuls 4,69 Mds GHC ont été souscrits (un peu moins de 80 %), et ce, à un taux supérieur aux anticipations. La première tranche obligataire, d'une période de 7 ans et d'une valeur de 2,4 Mds GHC, a été entièrement souscrite au taux de 19 % (17,24 % anticipés). La seconde, d'une période de 10 ans et d'une valeur de 3,6 Mds GHC, n'a été souscrite qu'à hauteur de 2,29 Mds GHC à un taux de 19,5 % (17,75 % anticipés).

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : deux ans après la sortie d’Ebola, difficile redressement conjoncturel malgré les efforts internationaux**

La Sierra Leone a célébré le 7 novembre les deux ans de sa sortie officielle de l’épidémie Ebola, qui a fait 3 956 victimes dans le pays selon l’OMS. Le ministère de la Santé en partenariat avec le gouvernement britannique a annoncé la réouverture du laboratoire d’analyses de l’hôpital Connaught de Freetown, financé par UK Aid. Le programme de reprise post-Ebola (PRP), achevé en juillet dernier, aurait engagé au total 700 M USD. La conjoncture économique peine néanmoins à se redresser en 2017 et la croissance ralentit, passant de 6,3 % en 2016 à 5,7 % cette année d’après le rapport de la BSL, notamment du fait de la baisse des activités non-minières.

✉ perrine.guerin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : mission du FMI en vue d’un nouveau programme**

Une délégation du FMI s’est rendue au Burkina Faso à la fin du mois d’octobre dernier afin de faire le bilan du programme en cours qui est arrivé à terme en septembre 2017. La chef de division adjointe du département Afrique du FMI, Dalia Hakura, a laissé entrevoir la possibilité d’une signature d’un nouveau programme triennal soutenu par une Facilité de crédit élargie (FEC).

✉ karim.ibrahim@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : la loi de finances rectificatives (LFR) présentée à l’Assemblée nationale**

Dans le projet de loi LFR 2017, adopté lors du conseil des ministres du 25 octobre 2017, le gouvernement a été réduit en raison de la baisse des appuis budgétaires, notamment les dons-programmes. Ainsi, les prévisions de recettes ont été ramenées de 2 036 Mds FCA (3,1 Mds EUR) à 1 804 Mds FCFA (2,75 Mds EUR). Les dépenses ont été ramenées de 2 455 Mds FCFA (3,74 Mds EUR) à 2 295 Mds FCFA (3,5 Mds EUR), baisse imputable à la réduction du budget d’investissement.

✉ karim.ibrahim@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : conclusion d’un accord préalable pour un programme de 163 M USD avec le FMI**

Ce programme devrait être soutenu par une Facilité élargie de crédit (FEC). Couvrant la période 2018-2020, il vise à promouvoir une croissance inclusive et diversifiée, à maintenir la stabilité macroéconomique, à rétablir la viabilité de la dette et à réduire la pauvreté. Ce programme devrait également permettre la mise en place d’un marché des changes compétitif, d’un cadre modernisé de politique monétaire, de renforcement de la supervision bancaire et d’amélioration du climat des affaires.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : le pays veut mobiliser 25 Mds FCFA sur le marché financier de l'UEMOA**

Le Trésor public nigérien a lancé le 16 novembre un emprunt obligataire sur le marché financier régional de l'UEMOA visant à lever 25 Mds FCFA (38,1 M EUR) sous la forme de bons assimilables du Trésor (BAT) pour une maturité de 6 mois. D'autres émissions de titres obligataires sont attendues, dont la prochaine le 28 novembre d'un montant équivalent à 15 Mds FCFA (22,9 M EUR), toujours sous la forme de BAT. Le Niger devrait ainsi lever au total 186 Mds FCFA (283,5 M EUR) sur l'ensemble de l'année 2017. Mais en 2018, le pays devrait réduire ses emprunts obligataires à 150 Mds FCFA (228,7 M EUR) afin d'assainir ses finances publiques.

✉ karim.ibrahim@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : la Chine, premier pays investisseur en Ethiopie**

D'après l'*Ethiopian Investment Commission*, les entreprises chinoises sont impliquées dans 379 projets, dont 279 finalisés, totalisant 572 M USD, sur la période 2012-2017, ce qui place le pays en tête des investissements étrangers en Ethiopie, aussi bien en nombre de projets qu'en montant total d'investissement. 28 300 emplois auraient ainsi été créés dont 19 000 dans l'industrie manufacturière, premier secteur visé par les investissements chinois. Le 2 novembre, un nouvel accord d'investissement a été signé avec *Wuxi No. 1 Cotton Mill (Guolian Development Group)*, l'un des principaux fabricants chinois de textile, pour la création d'une grande usine de textile à Dire Dawa. Le développement du secteur manufacturier, et particulièrement du textile, est une priorité des autorités éthiopiennes.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : le taux d'inflation à 3,5 % fin octobre 2017**

Ce niveau d'inflation est similaire à celui enregistré en septembre. Selon les chiffres publiés par *Statistics Mauritius*, les principaux postes ayant contribué à la hausse de l'inflation sont l'alcool et le tabac (+11,7 % sur un an), le transport (+5,3 %) et le vestimentaire (+4,7 %). Les prix alimentaires sont quant à eux en hausse modérée (+2,6 %) alors que les prix de l'immobilier, de l'eau, de l'électricité et des carburants ont reflué (-2,4 %).

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : nouvelle légère hausse des réserves de change en octobre**

Selon la Banque de Maurice, les réserves de change brutes sont passées de 5,48 Mds USD fin septembre à 5,50 Mds USD fin octobre 2017. Ces réserves de change représentaient 9,9 mois d'importation (FOB) fin octobre contre 9 mois fin octobre 2016.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : prévision de croissance économique à la baisse**

Lors de la présentation de la 10^{ème} édition des perspectives économiques de la Tanzanie (*Tanzania Economic Update*), la représentante de la Banque mondiale a indiqué que son institution rejoignait les analyses du FMI, anticipant une croissance économique tanzanienne à la baisse en 2017 : 6,6 %, contre 7 % estimé précédemment. Le gouvernement prévoit à ce jour une croissance de 7,1 % du PIB et le FMI 6,5 %. Cette révision à la baisse s'explique par les conséquences de la sécheresse de la fin 2016 et du début de 2017, la sous-exécution du budget de développement (62 % décaissé en 2016/17), la détérioration du climat des affaires et le faible niveau de croissance du crédit du secteur privé.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : potentiel émission d'un nouveau prêt syndiqué à des fins de refinancement**

Le ministre des Finances a annoncé une restructuration du prêt syndiqué de 750 M USD contracté en 2015, dont le remboursement, initialement prévu en octobre, est repoussé à avril 2018. Ce délai devrait permettre aux autorités de négocier un nouveau prêt syndiqué qui servirait partiellement à rembourser le prêt précédent. 90 % des créanciers ont accepté la restructuration de la dette. Le stock de dette publique du Kenya est estimé à 53,4 % du PIB à fin juillet 2017 et devrait atteindre 59 % du PIB à la fin de l'année budgétaire 2017/18. Le report de l'élection présidentielle est estimé avoir ralenti la mise en place de mesures de consolidation fiscale, et le déficit public est attendu à 7,9 % du PIB, contre 6,2 % initialement prévus.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : retard dans les transferts de l'Etat aux comtés**

Les comtés, qui dépendent fortement – à 85 % – des transferts de l'Etat central, n'ont pas bénéficié de transferts depuis l'été. Ce retard est dû à la longueur du processus législatif, alors que l'adoption par le Parlement de la *County Allocation of Revenue Bill* est nécessaire avant tout décaissement de l'Etat en faveur des comtés. Or, la loi fait l'objet depuis août d'une navette parlementaire entre le Sénat et l'Assemblée Nationale et son adoption n'est attendue qu'à la fin du mois. Plusieurs comtés ne pourraient honorer leurs engagements, entraînant des arriérés dans le paiement des salaires et des retards dans le paiement des fournisseurs. Par ailleurs, les comtés auraient accumulés 338 M USD (35 Mds KES) de dettes lors de l'exercice budgétaire 2016/17 selon le *Controller of Budget*.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : résultats en berne des banques kényanes**

La branche kényane de KCB, première banque du pays, a enregistré une baisse de 4,6 % de son résultat net sur les trois premiers trimestres 2017 par rapport à la même période en 2016, à 140 MUSD (14,5 Mds KES). *Equity*, deuxième banque kényane, a connu une baisse de son résultat de 9,2 %, à 135 M USD (14,0 Mds KES) et *Cooperative Bank*, troisième banque de la place, a présenté des résultats en baisse de 9,5 % à 92 M USD (9,5 Mds KES). Cette diminution prononcée des profits bancaires s'explique par la diminution des revenus d'intérêt, conséquence du plafonnement des taux d'intérêt en vigueur depuis septembre 2016, et de la diminution de la croissance économique. Celle-ci est attendue à 5 % en 2017, contre 5,8 % en 2016 selon le FMI.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Nigéria : l'état de Lagos en tête pour la compétitivité des états nigériens

Le Conseil national de la compétitivité du Nigéria a publié son rapport pour l'ensemble des 36 Etats de la Fédération, qui les classe selon quatre secteurs primordiaux (capital humain, infrastructures, économie, institutions). L'état de Lagos arrive en tête, suivi des états de Delta, Rivers, Niger, Enugu, Edo, Jigawa et Abia. En termes de capital humain, c'est l'état de Delta qui est classé premier, avec Lagos en 6^{ème} position, Abuja en 8^{ème} tandis que l'état de Gombe arrive dernier. En termes d'infrastructures, l'état le mieux classé est l'état de Rivers, suivi par Lagos (2^{ème}) et Abuja (8^{ème}). Sur le plan économique, l'état de Lagos est à nouveau premier suivi par l'état de Rivers, quand la capitale fédérale est dixième.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : lancement de l'opération Aigle douanes

Les Douanes gabonaises ont lancé début novembre une opération de renforcement des contrôles appelé « Aigle douanes ». L'objectif est à la fois d'améliorer le niveau de perception des recettes fiscales en luttant contre les fraudes, et aussi d'assurer une meilleure protection des consommateurs face aux produits à risques. Le Directeur de cabinet du président de la République, Brice Laccruche Alihanga, a effectué, à ce titre, une visite surprise au port d'Owendo lors de ces contrôles.

✉ charles.grison@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : ajout de l'Ethiopie à la liste des pays tiers à haut risque de l'UE

La Commission Européenne a ajouté l'Ethiopie à la liste des pays tiers à haut risque, le 27 octobre dernier. Ces pays sont identifiés comme présentant des carences en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, faisant peser une menace significative sur le système financier de l'UE. En conséquence, les établissements financiers installés dans l'UE devront appliquer des mesures de vigilance renforcée. Dix autres pays figurent sur cette liste, parmi lesquels l'Ouganda, l'Iran, la Syrie et le Yémen.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : mise en place d'un système de *National e-Licensing*

Il s'agit d'une plateforme électronique destinée à constituer le point d'entrée central pour tous les permis et licences délivrés par l'administration. Dans un premier temps, ce sont les services fiscaux, les collectivités locales et le registre du commerce qui seront les premières entités concernées. Ce projet qui bénéficie d'une aide financière de l'UE est porté par le ministère des Finances en collaboration avec le *Board of Investment*. Son déploiement interviendra courant 2018.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Seychelles : introduction de nouvelles normes pour un usage moins énergivore des appareils domestiques**

En accompagnement de son programme national d'efficacité énergétique, le gouvernement a décidé de renforcer les normes des appareils électroménagers à compter de 2018 et ce, afin de réduire sa facture énergétique. Pour pouvoir être importés, les équipements ménagers devront désormais répondre à des critères stricts de consommation d'énergie. Pour pallier la hausse des prix d'acquisition, l'ensemble des équipements conformes sera exempté de la TVA (15 %) et les foyers pourront emprunter jusqu'à 10 735 USD au taux bonifié de 5 % remboursable sur cinq ans.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : des octrois de licence aux investisseurs supérieurs aux objectifs de l'*Ugandan Investment Authority***

Dans son rapport semestriel, l'entité gouvernementale *Uganda Investment Authority* (UIA) indique avoir accordé des licences pour des projets d'une valeur de 641 MUSD (soit 2,3 Mds UGX) au cours du premier semestre, soit un montant équivalent à 320 % des objectifs initiaux. Les 164 projets devraient créer 28 503 emplois. 41 proviennent d'investisseurs locaux et 123 d'autres pays, en particulier la Chine, l'Inde et le Kenya.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Côte d'Ivoire : un financement de 115 M EUR de la BAfD à la compagnie aérienne nationale

Ce financement se compose d'un prêt de 98 M EUR et d'une garantie partielle de risques de 17 M EUR. Il rentre dans le cadre d'un partenariat public-privé, d'un montant total de 253 M EUR, visant à permettre à la compagnie de se moderniser et d'ouvrir de nouvelles dessertes. Air-Côte d'Ivoire devrait notamment finaliser l'acquisition de cinq Airbus A 320 et étendre son réseau (20 dessertes actuellement en Afrique). Créée en 2012, Air Côte d'Ivoire est détenue à 58 % par l'Etat ivoirien, à 23 % par le groupe privé ivoirien Goldenrod, à 11 % par Air France et à 8 % par la Banque ouest-africaine de développement. Son trafic de passagers est attendu à 850 000 personnes en 2017, contre 250 000 en 2013.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : démarrage des travaux de construction du 3^{ème} pont de Niamey

Lors d'un entretien avec le Président nigérien, l'Ambassadeur de la République populaire de Chine au Niger a annoncé que les travaux de construction du 3^{ème} pont de Niamey vont démarrer à la mi-décembre 2017. Pour mémoire, la première pierre avait été posée le 6 avril dernier. L'ouvrage sera financé par la Chine à hauteur de 44 Mds FCFA (67 M EUR).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : l'UE accorde un appui budgétaire de 63 Mds FCFA (96 M EUR)

La convention de don a été signée le 9 novembre 2017 à Yaoundé par le chef de la délégation de l'Union Européenne Hans Peter Schadek et le ministre camerounais de l'Économie Louis Paul Motazé. Elle met à la disposition du Trésor public une aide non remboursable évaluée à 63 Mds FCFA. Cet appui va s'étaler sur la période 2017-2019 et permettra au Cameroun d'accélérer la modernisation de ses finances publiques et le développement du secteur rural à travers l'augmentation de la productivité des exploitations familiales agricoles.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun: 46,2 Mds FCFA de la France au titre du 3^{ème} Contrat de désendettement et de développement (C2D)

Deux conventions ont été signées le 15 novembre 2017 à Yaoundé entre le Cameroun et la France pour l'affectation de 46,2 Mds FCFA au titre du 3^{ème} C2D. La première d'un montant de 39,4 Mds FCFA est destinée à l'appui budgétaire sectoriel triennal (2017-2019), en vue de l'amélioration du capital humain, de la compétitivité des entreprises privées et de la modernisation de la gestion des finances publiques. La seconde quant à elle, d'un montant de 6,8 Mds FCFA, est au profit du volet pilotage du 3^{ème} C2D. L'enveloppe globale du 3^{ème} C2D est d'environ 400 Mds FCFA sur la période 2017-2025.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique de l'Est : lancement de la construction de l'oléoduc ougandotanzanien par les présidents Museveni et Magufuli**

Le président Yoweri Museveni et son homologue tanzanien John Magufuli ont lancé la construction de l'oléoduc qui s'étend de Hoima en Ouganda au port de Tanga en Tanzanie. L'oléoduc de 1 445 km devrait être achevé d'ici 2020 pour un coût estimé de plus de 3,5 Mds USD. Les deux dirigeants ont réaffirmé leur détermination à exécuter rapidement l'un des mégaprojets de l'Afrique de l'Est dans le cadre des efforts visant à transformer leurs pays et la région.

✉ hocine.mourchid@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Soudan : signature d'un contrat ferroviaire sino-soudanais**

Le directeur général de l'autorité ferroviaire soudanaise, le directeur de *China Railway Design Corporation* (CRDC) et la *China Friendship Development International Engineering Design & Consultation Co.* (FDDC) ont signé un accord aux termes duquel la partie chinoise étudiera durant les douze prochains mois la faisabilité d'une ligne de chemin de fer reliant Port Soudan à Ndjamená, sur une distance de 3 400 kilomètres.

✉ olivier.biltz@dgtrésor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Burkina Faso : la SOFITEX prévoit 563 000 tonnes de coton en 2017/18

La Société burkinabè des fibres textiles au Burkina Faso (SOFITEX), qui représente 80 % de la production nationale, vient d'annoncer une baisse prévisionnelle de sa production d'environ 13 %, à 563 000 tonnes graine pour la campagne 2017-2018, du fait notamment d'une pluviométrie défavorable qui a limité la fertilisation des semis et engendré la prolifération de parasites. Au cours de la précédente campagne, la SOFITEX avait réalisé une production de 544 000 tonnes. La production totale du pays a atteint 683 000 tonnes au cours de la précédente campagne.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Nigéria : fin du cessez-le-feu annoncée par les Delta Avengers

Les militants du groupe Niger Delta Avengers ont déclaré la fin du cessez-le-feu annoncé en août 2016. Pour rappel, les attaques contre les installations pétrolières du Delta du Niger ont largement contribué à la chute de la production pétrolière en 2016, accusant une contraction de 13,65 % sur un an à 1,8 M de b/j contre 2,1 M de b/j en 2015. Le Président nigérian Muhammadu Buhari a annoncé, dans son discours de présentation du budget 2018 devant l'Assemblée nationale, une allocation de 54 Mds NGN (environ 130 M EUR) en faveur du ministère du Delta du Niger (50 % d'augmentation par rapport à 2017) et 71,2 Mds NGN (environ 172 M EUR) pour la Commission de développement du Delta du Niger (NDDC).

✉ Aristide.GASANGWA@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : le gouvernement attribue plusieurs permis d'exploitation d'hydrocarbures à la SNPC

Le Conseil des ministres du 13 novembre a approuvé six projets de décrets attribuant ou réattribuant à la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) les permis d'exploitation d'hydrocarbures liquides ou gazeux Menga-Kundji-Bindi II, Nkala, Minsala, Loubana, Lideka et Viodo ; un projet de décret prorogeant le permis Kouakouala pour une cinq ans à compter du 4 avril 2017 ; deux projets de décret prorogeant les permis Kayo et Marine XIII ainsi qu'un projet de décret portant renouvellement du permis Marine III. Le gouvernement congolais affirme ainsi sa volonté de renforcer le positionnement de la SNPC dans le secteur pétrolier.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : attribution et renouvellement de permis de recherche minière à plusieurs sociétés**

Le Conseil des ministres du 13 novembre a approuvé l'attribution et le renouvellement de permis de recherche minière à plusieurs sociétés : un permis pour la recherche de potasse attribué à Sintoukola Potash, ainsi que deux permis de recherche de polymétaux et d'uranium attribués à Boya Congo Development SA. Cinq autres projets de décrets portant renouvellement des permis de recherche ont également été attribués, dont un pour la recherche d'or à la société Guided By Grace Ministries, un deuxième pour la recherche de fer à DMC Iron SA ainsi que trois permis pour la recherche de fer attribués à African Mining Development.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : retrait de la major malaisienne Petronas**

La société pétrolière Petronas devrait se retirer de Mauritanie avant la fin de l'année. Petronas est confronté à un problème de rentabilité financière en raison d'une production déclinante et à défaut d'obtenir un certain nombre d'avantages fiscaux qu'il a sollicité au gouvernement en compensation. Pour mémoire, Petronas avait acquis de l'Australienne Woodside le champ Chinguetti en 2008 contre 400 MUSD.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : séminaire pour présenter l'offre française dans les EnR**

Avec le soutien du programme PROCOM de l'UE, le Service économique de Tananarive et la CCI France-Madagascar ont organisé un séminaire intitulé « Les solutions de l'expertise française aux problèmes énergétiques à Madagascar », les 9 et 10 novembre. 37 entreprises françaises venues de métropole et de la Réunion y ont présenté leur savoir-faire. Amadou Hott, vice-président de la Banque africaine de développement a annoncé l'octroi d'une garantie partielle de risque d'un montant de 25 M USD sur le projet hydroélectrique de Sahofika (200 MW) porté par le consortium Eiffage, Themis, Eranove et Hier. Par ailleurs, deux autres projets hydroélectriques prioritaires portés par Vinci/Sogea Satom (180MW) et Bouygues/Colas (90MW) ont été présentés.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : participation du Soudan à un salon pétrolier à Abou Dhabi**

Le ministre soudanais du Pétrole s'est rendu au salon pétrolier ADIPEC, du 13 au 16 novembre, à Abou Dhabi., où il a rencontré des sociétés internationales du secteur. Le dernier producteur occidental au Soudan, *Talisman*, s'est retiré du pays en 2002 et *Schlumberger* y a cessé ses activités en 2015, et accepté une amende américaine de 233 MUSD pour violations de sanctions concernant l'Iran et le Soudan. La Chine produit actuellement au Soudan 70 000 barils par jour pour une production totale d'environ 100 000.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : demande d'approbation du gouvernement pour un accord de 900 M USD entre Tullow et Total**

Tullow Oil Plc demande l'approbation du gouvernement pour la vente partielle prévue de ses parts à Total E&P Uganda. *Tullow Oil* a accepté de transférer, en janvier dernier, près des deux tiers -de ses 33,33 % dans le projet de développement du lac Albert couvrant les zones d'exploration 1, 1A, 2 et 3A à Total pour une contrepartie totale de 900 MUSD (environ 3,27 Mds UGX). En février dernier, *CNOOC Uganda Limited* (CNOOC), a informé *Tullow* qu'il avait exercé ses droits de préemption en vertu des accords d'exploitation entre *Tullow*, Total et CNOOC pour acquérir 50 % des parts transférées à Total sur la même base que les accords passés entre Tullow et Total. CNOOC a également accepté le montant, la structure et le calendrier de la contrepartie payable à Tullow, d'ici la fin de 2018.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ **Industries**

▼ **Nigéria : 62 % des vols opérés par les compagnies domestiques sont retardés**

Selon le dernier rapport de l'Autorité Nigériane d'Aviation Civile portant sur le troisième trimestre 2017, 62 % des 13 255 vols opérés par les huit compagnies aériennes domestiques nigérianes ont été retardés et 96 annulés en trois mois. Les compagnies accusant le plus de vols retardés (en pourcentage du nombre de vols opérés) sont Med-View (71 % des vols retardés au T3), suivi par Arik Air et Azman (63 % chacun) tandis qu'Air Peace enregistre le meilleur ratio avec 57 % de ses vols retardés sur la période. Par ailleurs, la dernière édition du classement des pires aéroports internationaux réalisé par le site Sleeping in Airports a classé ceux de Port Harcourt (PHC) et de Lagos (LOS) respectivement en troisième et cinquième position.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : investissement record (1,9 Md USD) pour une usine de fertilisants**

Tanzania Investment Center (TIC) a annoncé un projet d'installation d'une usine de fertilisant évaluée à 1,9 Md USD à Kilwa Masoko, dans la Région de Lindi (sud-est). Enregistrée sous le nom de *Tanzania Mbolea Petrochemicals Company* (TAMCO), la société est une *joint-venture* entre la société Haldor Topsoe (Danemark) et l'entreprise Ferrostaal (Allemagne). L'usine doit employer 4500 personnes et fournir 1,3 Mt de produits finis par an. La majorité de la production sera exportée, la demande de produits fertilisants en Tanzanie étant actuellement de 350 000 t par an. Ce projet est parmi les plus importants enregistrés par le TIC depuis sa création en 1997.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : démissions du PDG et du directeur financier d'Acacia Mining**

Les démissions du PDG, Brad Gordon, et du directeur financier, Andrew Wray, de la principale société minière en Tanzanie *Acacia Mining* ont été annoncées par communiqué de presse de la société le 2 novembre 2017. Ces changements interviennent moins d'un mois après la conclusion de l'accord entre le Président tanzanien, John Magufuli, et le directeur exécutif de *Barrick Gold*, John Thornton, actionnaire majoritaire d'*Acacia Mining*, mettant fin au différend qui opposait *Acacia Mining* à la Tanzanie. Le paiement de 300 M USD prévu par cet accord avait été remis en question par les démissionnaires. Peter Geleta, directeur de l'efficacité organisationnelle assurera les fonctions de CEO par intérim au 1^{er} janvier 2018.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Services**

▼ **Côte d'Ivoire : le groupe Visa ouvre officiellement son bureau régional à Abidjan**

Comme annoncé depuis février 2017, le fournisseur américain de solutions électroniques de paiement Visa vient d'ouvrir officiellement son bureau régional à Abidjan. Ce bureau a vocation à couvrir l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : la part de KLM dans le capital de Kenya Airways en baisse après la restructuration de la dette de la compagnie**

La restructuration de la dette de *Kenya Airways* (KQ) est devenue effective cette semaine. 426 M USD (44,2 Mds KES) de dette ont ainsi été convertis en parts dans le capital de l'entreprise. Les deux principaux créanciers, l'Etat et les banques, possèdent désormais respectivement 49,8 % des parts – contre 29,8 % auparavant- et 38,1 % des parts. Cette opération se traduit par la réduction de la part de KLM dans le capital de 26,7 à 7,8 % du capital. La compagnie néerlandaise conserve toutefois un siège au conseil d'administration, aux côtés de deux représentants des banques et de trois représentants de l'Etat. Cette opération a pour objectif de diminuer les charges financières de l'entreprise, alors que la compagnie enregistre des pertes depuis 2012, avec un résultat négatif – en baisse à 98 M USD – en 2016.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : la compagnie aérienne soudanaise Tarco lance des vols directs vers Entebbe**

Après l'obtention d'une autorisation de l'Autorité de l'aviation civile et du ministère des travaux publics ougandais, la compagnie aérienne privée soudanaise Tarco devrait opérer prochainement des vols directs entre Khartoum et Entebbe. Tarco assure déjà les liaisons avec le Tchad, le Nigeria, le Soudan du Sud, la Jordanie, l'Egypte, l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis depuis Khartoum.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : l'urgence d'une meilleure gestion de l'eau pointée par la Banque mondiale**

Le *Tanzania Economic update* 2017 de la Banque mondiale souligne en particulier l'urgence d'une meilleure gestion de l'eau. Les principaux messages de la Banque portent sur un meilleur choix des investissements prioritaires et une gestion plus soutenable des ressources, incluant une tarification de l'eau plus appropriée, une meilleure information des structures compétentes, la clarification de leur mission et le renforcement de leurs moyens. En 25 ans, la population du pays a doublé et son économie a triplé ; la quantité d'eau douce renouvelable/habitant est ainsi passée de 3000 à 1 600 m³, sous le seuil de stress hydrique international (1 700 m³).

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ **Mauritanie : Sogea Satom obtient le marché de construction du tronçon Nouakchott-Bombri**

Sogea Satom, filiale du groupe français Vinci, a été retenue pour la réalisation des travaux de réhabilitation du tronçon Nouakchott-Bombri (98 kms). Le montant de l'offre est de 44,5 M EUR et la durée des travaux est de 20 mois.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : Seureca prend le relais de Veolia à la SNDE**

Après l'audit complet assuré par Veolia de la Société nationale de distribution d'eau (SNDE) et la mise en place d'outils de gestion dans le cadre d'un contrat de service financé par la BM, c'est sa filiale Seureca qui a été chargée d'assister techniquement la SNDE dans le renforcement de ses capacités de gestion, sur un financement AFD à hauteur de 6,5M EUR. Ce contrat entre dans le cadre du prêt souverain AFD de 100M EUR dédié à l'appui au développement du secteur de l'eau. Seureca est également positionnée sur l'assistance à maîtrise d'ouvrage du projet d'appui assurée par le ministère de l'Energie et de l'hydraulique. La nomination toujours pendante du Directeur de la SNDE reste cependant un préalable à l'avancée d'un projet négocié en mai 2017.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Guinée : organisation d'un groupe consultatif à Paris

Le gouvernement guinéen organise les 16 et 17 novembre 2017 à Paris, un groupe consultatif pour le financement du Plan national de développement économique et social (PNDES 2016-2020). Des ateliers sectoriels seront organisés pour identifier les opportunités d'investissements. 50 projets structurants seront présentés à cette occasion.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : organisation des journées minières et pétrolières du Mali (JMP)

La 7^{ème} édition des journées minières et pétrolières du Mali (JMP) se tiendra du 21 au 23 novembre 2017. Cet événement international est co-organisé par le ministère des Mines du Mali, et l'entreprise britannique *Africa and Middle East Trade (AME Trade)*. Le thème retenu pour cette année est « l'exploitation des ressources minérales intégrée à l'économie comme facteur de développement durable ». Pour rappel, le Mali est le troisième producteur d'or en Afrique (50 T) derrière l'Afrique du Sud et le Ghana. Les récentes découvertes de gisement d'or évalueraient les réserves à 882 T, soit environ 17 années d'exploitation au rythme actuel de production.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : les Journées nationales des télécommunications et nouvelles technologies se tiendront les 20 et 21 novembre 2017

Organisées par la société congolaise BPO, avec l'appui du gouvernement congolais, les Journées nationales des télécommunications et nouvelles technologies (JNTIC 2017) se tiendront les 20 et 21 novembre 2017 à Brazzaville sur le thème « *Tout sur les réalisations dans le secteur des télécommunications et des nouvelles technologies durant le septennat 2009-2016, défis et perspectives du quinquennat 2016-2021* ». Ces journées seront l'occasion de présenter les projets déjà réalisés par l'État congolais dans les infrastructures des NTIC et d'échanger sur les opportunités qu'offre le secteur, à l'heure de l'économie numérique.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Visite du Président Al-Bashir en Ouganda accompagné d'une délégation d'hommes d'affaires

Le président soudanais Omar Al-Bashir est arrivé en Ouganda avec une délégation de haut niveau (hauts fonctionnaires et d'hommes d'affaires) à la recherche d'opportunités commerciales, d'investissements et de partenariats. Omar Al-Bashir est arrivé dans le pays pour une visite d'État de deux jours, les 14 et 15 novembre. Il a eu des entretiens bilatéraux avec le président Yoweri Museveni sur un certain nombre de domaines de coopération, y compris le commerce, l'investissement, l'agriculture, la paix et la sécurité régionale. Une équipe ministérielle conjointe assurera le suivi des différents dossiers.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtrésor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtrésor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

